



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

21-12-2014

Rapport introductif au bureau national du 17 décembre 2014

C' est notre premier bureau national depuis le congrès, chacun donnera son avis sur le contenu des débats. Il s'agit de franchir un nouveau palier pour que Communistes soit encore plus présent dans la vie politique nationale. Le congrès a fixé des objectifs : nous renforcer là où nous sommes, créer Communistes dans les départements où nous sommes absents.

Les semaines et les mois qui viennent vont connaître une activité politique intense, nous devons dès maintenant nous organiser pour y participer pleinement. Les possibilités de développement de Communistes sont énormes parce que nous sommes le seul parti politique à proposer la seule alternative politique, abattre le capitalisme, construire le socialisme. Force est de constater que personne, à part nous, ne parle d'abattre le capitalisme et encore moins de construire le socialisme. Tous les partis ne parlent « d'alternative » que dans le cadre du système actuel, tous ont remis au rang de l'histoire la question d'une société socialiste débarrassée du capital dirigée par le peuple. Nous avons beaucoup à dire sur cette question parce que plus le capitalisme est en crise, plus il est confronté aux résistances des peuples, plus il est dangereux.

Les idées révolutionnaires ne sont pas majoritaires mais notre présence est appréciée, nos explications commencent à être entendues, et en tout cas, ne sont plus ignorées. Il y a donc la place pour que notre parti se développe et se renforce parce que la situation l'exige.

Le congrès a mis l'accent sur la situation économique et sociale, les graves conséquences qu'implique la politique du capital dans la course au profit qu'il engage partout, dans tous les domaines, en France, en Europe et dans le monde. En France, tout va très vite, de nouvelles mesures sont annoncées pratiquement tous les jours.

Hier c'était la loi Macron qui comporte 154 mesures différentes mais dont le fond c'est la poursuite de la casse des acquis, la destruction des droits. Pour masquer

tout cela, la propagande tente de nous faire croire que le centre de la loi ne concerne que le travail du dimanche. Nous reviendrons bien sûr autant que possible sur le sujet, la loi doit être présentée en janvier.

Il n'y a pas de limite, loi Macron avec son lot de mesures contre les travailleurs et maintenant une nouvelle attaque sur les droits à la retraite. La Cour des Comptes préconise de reculer l'âge d'accès à la retraite à 64 ans ou augmenter les cotisations ou diminuer les pensions. Ce sont également les nouvelles mesures contre l'école, la remise en cause des ZEP, tout cela vient s'ajouter aux mesures déjà prises, on assiste à un véritable détricotage de la société au nom exclusif du profit capitaliste. « Il faut libérer le travail », il faut « donner aux salariés la liberté de travailler le week-end et plus tard si ils le désirent ». C'est au nom de la liberté que les droits sociaux sont attaqués. On voit bien que le code du travail est un obstacle à l'exploitation capitaliste, le vider de son contenu c'est l'objectif poursuivi par la loi Macron.

Tout s'accélère, on connaît les conséquences de cette politique, salaires en baisse, chômage, précarité, pauvreté qui s'aggravent etc.

La casse de l'industrie se poursuit (Peugeot – Alstom). 59 700 postes ont été supprimés dans le secteur marchand en un an, mais tous les secteurs ont connu des suppressions massives d'emplois : construction -36 800 postes, industrie : 38 100 postes, tertiaire marchand : 28 700 postes, l'emploi intérimaire a diminué de 28 000 postes.

La production industrielle a reculé de 0,8 % en un an. Tout cela vise à engranger des profits supplémentaires, un seul chiffre : 1 190 milliards de dollars de dividendes ont été distribués aux actionnaires des principales multinationales mondiales, c'est 133 milliards de plus en un an (chiffres 2013 – journal Les Echos de novembre).

Cela vaut pour la France, l'Europe et le monde, la concurrence internationale entraîne des guerres partout, sur tous les continents.

Le capital est prêt à tout pour s'accaparer les richesses de la planète, il veut exploiter partout pour son profit.

Cette concurrence entre les puissances capitalistes a des conséquences terribles pour les peuples et représente un danger chaque jour plus grand d'un conflit généralisé. De plus en plus de pays sont en proie au chaos organisé, nous l'avons encore vu hier en Afghanistan avec ce massacre d'enfants dans une école.

C'est dans ce contexte que nous devons développer notre politique, les autres partis ne proposent rien d'autre que d'aménager le capitalisme sans changer la politique actuelle du gouvernement. Ils accompagnent ou appliquent chacun à leur manière la politique des multinationales.

Le journal l'Humanité a consacré quatre pages entières sous le titre « la confrontation » à un débat entre Pierre Gattaz président du Medef et Pierre Laurent secrétaire national du parti communiste français. Ces quatre pages ont été entièrement consacrées à expliquer comment aménager le capital, Gattaz demandant de laisser les entreprises faire leur travail et dénonçant la dette publique qui met " l'entreprise à contribution " (sous-entendu il faut poursuivre la privatisation des services et des entreprises publiques). Il faut poursuivre la "baisse du coût du travail". Pierre Laurent déplorant le coût du capital qui augmente trop, et demandant de son côté une meilleure répartition des richesses sans jamais remettre en cause le capital lui-même, sans jamais aborder on s'en doutait, la question de la propriété des moyens de production et d'échange. **Voilà qui éclaire,**

ou en tout cas qui rend de plus en plus claire "l'alternative" politique que développe la « gauche » aujourd'hui. Cette politique, (proposée par le front de gauche), peut encore nourrir des illusions, à nous de démontrer l'impasse dans laquelle elle mène.

Nous sommes mieux écoutés et mieux entendus puisque nous réalisons des adhésions, elles ont un contenu très politique. L'exemple des Côtes-d'Armor, du Calvados, de Jussieu, les adhésions réalisées dans le Doubs en sont la démonstration.

Nous l'avons déjà dit le chemin est long et difficile mais nous sommes dans une dynamique de progrès. Rappelons que nous sommes dans le processus de rapprochement entre Communistes et l'URCF.

On sait la promotion dont bénéficie Le FN de la part de la propagande capitaliste, il est plus que jamais le troisième fer au feu du capital. Répétons-le à tout moment en dénonçant sa politique comme nous l'avons fait au congrès. Les dernières élections à Troyes sont la démonstration, au-delà des 75 % d'abstentions, que les partis vont appeler selon les circonstances, à l'unité nationale contre le Front National, pour que rien ne change.

Une période d'intense activité s'ouvre, le champ est grand ouvert pour notre parti. La classe ouvrière résiste en France avec les luttes qui ne s'arrêtent pas. Elles touchent des secteurs différents, éducation, cheminots, industrie, taxis qui luttent contre la destruction de leur profession. En Europe ont lieu des grèves et manifestations puissantes contre l'austérité : en Italie, en Grèce, en Belgique où le pays a été paralysé par une grève générale.

La confédération européenne des syndicats ne bouge pas. En France, les luttes sont isolées les unes des autres, on sait pourquoi. Le profond mécontentement ne s'exprime dans les luttes que partiellement, c'est la conséquence d'un syndicalisme qui a fait le choix du « dialogue social ».

Cette politique a ses limites, les syndicats de base commencent à réagir. La situation à la CGT, qui reste le seul syndicat qui possède une base de lutte, à l'initiative dans pratiquement tous les mouvements, peut affaiblir le syndicalisme revendicatif.

On a remarqué les résultats aux élections professionnelles dans la fonction publique, à La Poste, à France Telecom. La CGT progresse là où les syndicats se battent, mais régresse en général.

C'est bien la question de quel syndicalisme pour la classe ouvrière faut-il construire qu'il faut traiter dans une situation où l'ensemble des acquis est attaqué, où les salaires et pensions, prestations diminuent, où la classe ouvrière paye le prix fort la politique exigée par les multinationales. Le rôle premier d'un syndicat doit être d'organiser les luttes pour satisfaire les besoins sociaux, les revendications. L'orientation de la confédération CGT n'est plus celle-là depuis longtemps.

Ce que nous vivons aujourd'hui dans la CGT, en est le résultat. Les réactions sont nombreuses, les sollicitations peuvent l'être aussi. Restons bien sur notre conception de la construction d'un syndicalisme de lutte de classe, ne prêtons pas le flanc à de quelconques débats qui visent à détourner les travailleurs de leurs revendications.

Nous sommes dans une bataille, une lutte qui détermine quel type de syndicalisme la CGT doit se donner et il n'y a que deux choix :

– le syndicalisme de lutte de classe (qui reste à construire)

– un syndicalisme d'accompagnement (le syndicalisme actuel).

N'hésitons pas partout là où nous sommes et quelles que soient nos responsabilités syndicales à donner notre avis, développer nos arguments, il ne faut pas croire que cette question va se régler du jour au lendemain, cela passe par l'analyse d'une situation sociale et économique, par situer les causes, les origines de cette situation, en tirer les conclusions et surtout les moyens à entreprendre pour en sortir. L'immobilisme des confédérations syndicales ne répond pas aux exigences sociales, suivons bien l'évolution de la situation, nous sommes nombreux ici à être adhérents à la CGT.

La question de notre activité politique est essentielle, les débats politiques ne manquent pas de sujets et c'est normal parce que la situation s'aggrave de jour en jour sous les coups du capital. Nous devons examiner comment nous portons toutes ces questions dans notre activité. Le congrès a proposé de faire des deux années qui nous séparent du prochain, deux années de développement, de renforcement. Il s'agit de renforcer notre présence, notre influence et nos forces politiques. C'est ambitieux mais nous pouvons réaliser de gros progrès.

Nous devons faire le tour des initiatives prévues concernant les assemblées de remise de cartes 2015, comment elles se préparent, qui on sollicite, de quoi on parle ?

Les élections cantonales de mars vont être l'occasion de nous faire connaître encore mieux.

Nous connaissons les difficultés liées aux nouvelles règles concernant ces élections, les partis comme le nôtre vont faire les frais des nouvelles dispositions électorales. Doublement du nombre de candidats, fusions partielles ou totale des cantons, etc. C'est pourquoi nous devons tout de suite faire un point mais surtout organiser les réunions dans les départements pour solliciter les adhérents, les sympathisants pour leur proposer de porter notre politique dans ces élections.

La question du financement de la campagne électorale va également se poser très fortement. La souscription va donc être un outil important pour faire face aux dépenses de la campagne.

Notre Comité National se réunit le 17 janvier prochain, sans attendre il doit être engagé pleinement dans l'action.

Les élections sont un moyen de faire connaître, développer nos idées, nous renforcer mais ce n'est qu'un moment dans la vie politique. **Nous renforcer c'est l'affaire de tous les jours, décidons de prendre des initiatives dans les départements où nous n'existons pas.** Il faut dès maintenant, sur la base de ce que l'on a déjà débattu, rechercher les contacts nécessaires. Le secteur orga est le plus apte à faire ce travail, en sachant que c'est l'ensemble du comité national qui doit être impliqué.

Chers camarades,

En cette fin d'année notre activité s'est développée, la situation politique l'exige, le capital n'observe pas de trêve, 2015 va se poursuivre sur le même rythme. Le développement de Communistes est essentiel pour construire une perspective politique. Faisons connaître nos initiatives, nos interventions dans les luttes, nos contacts pour aborder l'année 2015 de la meilleure des façons.

Bonnes fêtes de fin d'année à tous.